



## Martina Marquilló i Larruy

Professeure des universités, émérite, en sciences du langage et didactique des langues, Université Lumière Lyon 2 & Laboratoire ICAR - UMR 5191 Labex ASLAN

L'interrogation de ces quizièmes débats de la SAC (*Societat Andorrana de Ciències*, Société andorrane des sciences) sur la recherche en éducation est une question certes récurrente, mais toujours aussi cruciale et dont l'actualité est renouvelée par les crises à répétition qui font, hélas, notre quotidien. Rappeler que l'éducation est le socle de nos sociétés, qu'elle contribue à la formation morale et civique des citoyens, qu'elle est aussi le moteur du progrès social, est sans doute un lieu commun. Pour autant, l'éducation, au niveau mondial, demeure très contrastée et l'on sait combien les conséquences des déficits éducatifs sont dramatiques pour les individus, mais aussi au niveau mondial.

L'éducation constitue un sujet de préoccupation permanent qui, en Andorre comme ailleurs, a fait l'objet de moult conférences et colloques. À titre d'exemple, parmi d'autres, je rappellerai que la onzième Université d'été, en 1994, avait pour thème *El futur de l'ensenyament* (L'avenir de l'enseignement). Dans son discours d'ouverture, le chef du Gouvernement, M. Oscar Ribas Reig, évoquait notamment la révolution scientifique et technologique, la mondialisation de l'économie, la croissance démographique dans les pays du Sud et les transformations de la cellule familiale. Il convient également de retenir de cette Université d'été, la référence aux travaux du président de la Commission sur l'avenir de l'enseignement de l'UNESCO, M. Jacques Delors, qui recommandait de se défaire d'une chronologie périmée, celle du triptyque éducation, travail, retraite, à remplacer par le concept d'éducation tout au long de la vie. À cette occasion, il mettait l'accent sur le plus important des piliers de l'éducation :

« [...] si l'on considère que l'éducation a pour objet une construction continue de la personne humaine, de son savoir, de ses aptitudes, mais aussi de ses facultés de jugement et d'action, on doit permettre à la personne humaine d'apprendre tout au long de sa vie [...]. Cette prise de position de la Commission nous a conduit à



Martina Marquilló i Larruy

## Défis et dérives de l'éducation au XXI<sup>ème</sup> siècle

1- Ce texte applique les rectifications orthographiques parues au journal officiel en 1990, notamment la suppression de l'accent circonflexe sur la lettre « i » puisqu'il n'est pas discriminant. Ces rectifications sont également appliquées aux citations à des fins d'homogénéisation textuelle.

2- Lors de mon exposé oral, par manque de temps, je n'ai pas traité de cet aspect pourtant fondamental ; ce texte écrit me donne l'occasion de combler ce manque.

mettre davantage l'accent, je l'ai dit, sur l'un des quatre piliers de l'éducation plutôt que sur les autres. Nous avons voulu rappeler ces quatre piliers car ils sont quand même importants et reliés entre eux : apprendre à connaître,<sup>1</sup> apprendre à faire, apprendre à être et apprendre à vivre ensemble. C'est ce dernier qui nous apparaît aujourd'hui comme le plus important et notamment permettez-moi de le souligner, ici, face à ces nouveaux risques que l'on voit apparaître dans le monde, risques souvent marqués par des idéologies du rejet de l'autre, soit au nom de la nation, soit au nom d'une ethnie, soit au nom d'une religion. Par conséquent, la culture de la paix implique un vouloir vivre ensemble, mais vouloir vivre ensemble, cela s'apprend. Cela s'apprend à travers des disciplines comme l'histoire, la géographie, les langues étrangères, qui permettent précisément de mieux comprendre l'autre. » (Delors, 1995, p. 4-5).

Au-delà du caractère actuel de ces propos, Jacques Delors pointe ici le rôle fondamental de l'éducation, qui seule peut nous aider à comprendre et à contenir le dévoiement des intégrismes, l'intolérance, la peur de la différence, etc. Rappelons aussi que pour Voltaire « la tolérance n'a jamais excité de guerre civile », alors que « l'intolérance a couvert la terre de carnage ». La campagne de l'été 2023 sur France 2 *Accepter les différences, c'est n'en faire aucune* montre que nous sommes encore loin du compte.

Dans cet exposé introductif aux conférences de cette rencontre, j'essaierai, dans un premier temps, de montrer que la difficulté à comprendre la complexité de notre monde actuel ne fait que mettre en relief l'importance du rôle de l'éducation ; dans un deuxième temps, j'évoquerai quelques résultats des défis que représentent les objectifs du développement durable pour l'éducation fixés par l'ONU ; je m'attacherai ensuite à évoquer la question de la privatisation, avec l'exemple emblématique de la Suède et l'incidence de la révolution numérique<sup>2</sup> : deux aspects, qui constituent, me semble-t-il, des dérives de l'éducation auxquelles il faut réfléchir...

### **1. La complexité de ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle : un monde en état d'urgence qui rend saillant le besoin d'éducation**

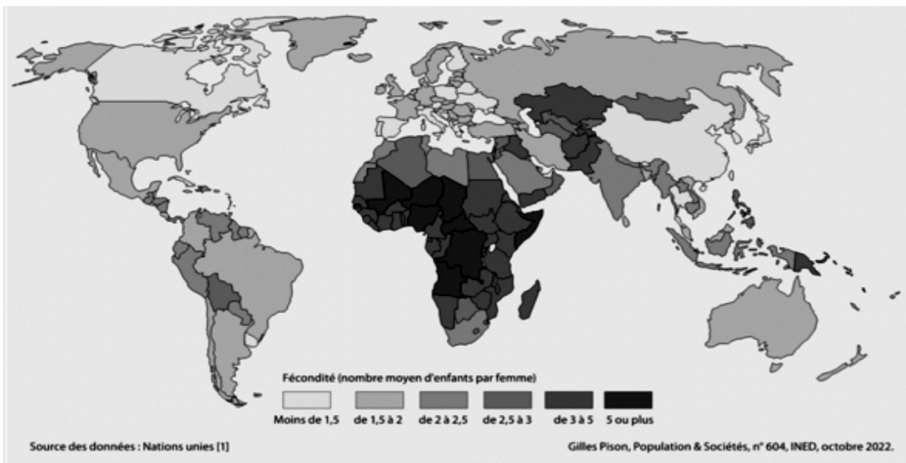
L'on peut considérer que cet exposé introductif s'inscrit dans la thématique de la dernière université d'été qui avait pour titre *Un món en estat d'emergència* (Un monde en état d'urgence). L'urgence se décline, en effet, à plusieurs niveaux et dans plusieurs

domaines, le plus tragique étant celui de la guerre en Ukraine, dont nous verrons qu'elle sert de révélateur des transformations profondes des équilibres géopolitiques et des influences mondiales ; l'urgence est aussi celle du changement climatique et, enfin, une situation d'urgence dont nous ne sommes pas encore tout à fait sortis : celle de la pandémie de Covid.

Le jour où s'est déroulé cet exposé, le 15 novembre 2022, a été désigné par les démographes comme le jour où la population mondiale a franchi le seuil des huit milliards d'humains. La question démographique rejoint la problématique du développement durable, celle des ressources mondiales, celle de la fragilisation ou de la destruction des écosystèmes. Les différentes projections établissent une démographie soutenable pour notre planète autour de dix milliards de personnes, ce qui supposerait une fécondité moyenne de deux enfants par femme.<sup>3</sup> La carte de la fécondité dans le monde en 2022, établie par le géographe Gilles Pison, montre que cette moyenne est à peu près celle des pays à haut revenu ; en revanche, de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne sont très loin de cette moyenne (le Mali, le Niger, le Tchad, la République centrafricaine, l'Angola, la Somalie), ainsi qu'une partie du Moyen-Orient (le Yémen, l'Irak, etc.) et certains pays d'Asie (le Kazakhstan, le Pakistan, l'Afghanistan). Pays dans lesquels la vulnérabilité des femmes est, hélas, attestée.

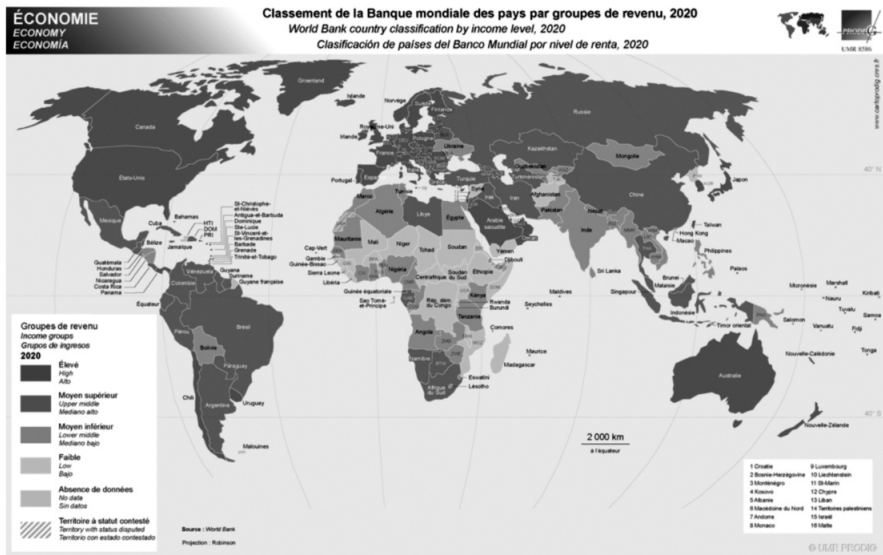
3- Selon le site de l'Institut national d'études démographiques (INED), jusqu'au XVIIIe siècle, les naissances et les décès s'équilibrent : les femmes ont en moyenne six enfants, mais seulement deux survivent et cela assure la stabilité de la population. S'amorce ensuite une *transition démographique* liée aux progrès de l'hygiène et de la médecine, qui stabilise la fécondité autour de deux enfants par femme. Gilles Pison (Pison, 2022, p. 3) estime que la fécondité baisse en Afrique subsaharienne dans les villes et les milieux instruits. La décrue de la fécondité est un phénomène qui, à terme, devrait se généraliser sur toute la planète.

Figure 1: Carte de la fécondité dans le monde.  
 Source : Gilles PISON, *Population et Sociétés*, n° 604, Oct. 2022



Si nous comparons la carte de la fécondité et celle de l'UMR (Unité mixte de recherche) 8586 Prodig, qui reprend le classement de la Banque mondiale des pays par groupes de revenu en 2020, nous constatons une superposition entre pays à faible revenu et pays ayant un taux de fécondité élevé. Hélas, ce même lien peut aussi être établi avec les pays qui accusent un important déficit éducatif. Cette carte fournit une référence importante, car la plupart des études qui proposent des synthèses au niveau mondial retiennent le revenu comme élément de différenciation : les pays à revenu élevé (en violet sur la carte), les pays à revenu moyen supérieur (en bleu sur la carte), les pays à revenu moyen inférieur (en vert sur la carte) et les pays à faible revenu (en jaune).

Figure 2 : Classement de la banque Mondiale par groupes de revenus.  
 Source : UMR8586 Prodig  
 www.cartoprodig.cnrs



Ces cartes qui figent les représentations mondiales de la fécondité et du statut mondial des richesses demeurent muettes, toutefois, quand il s'agit de restituer la violence des crises actuelles qui bouleversent de manière considérable nos repères et nos connaissances traditionnelles. Nous évoquerons rapidement ici celle de la pandémie de Covid, celle du climat et, enfin, celle de la guerre en Ukraine.

Le rapport de 2022 sur les Objectifs du développement durable des Nations unies<sup>4</sup> donne la mesure des altérations provoquées par la pandémie de Covid 19, qui a sidéré le monde. Elle a infecté 500 millions de personnes et causé 15 millions de morts (plus de cent mille soignants de première ligne y ont laissé leur vie), la mortalité liée à la tuberculose et au paludisme a augmenté, presque 23 millions d'enfants n'ont pas reçu les vaccins de base et l'espérance de vie a connu une baisse sans précédent. La pandémie est à l'origine de la première hausse de l'inégalité des revenus entre les pays en une génération. Elle a alourdi le fardeau de la dette des pays à revenu faible ou intermédiaire. Elle a aussi gravement perturbé l'éducation puisque 147 millions d'enfants ont manqué plus de la moitié de leur scolarité en présentiel. Si la moyenne mondiale de fermeture des classes a été de 41 semaines, elle a atteint 60 semaines en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce sont les filles et les enfants ayant un handicap vivant en zone rurale ou appartenant à une minorité qui en ont le plus souffert. Les fermetures prolongées ont augmenté le risque de déscolarisation : selon un rapport de l'UNESCO, en 2020, 24 millions d'apprenants, tous niveaux scolaires confondus, risquaient de ne plus retourner à l'école. Bien que de nombreux pays aient amélioré les infrastructures des écoles au fur et à mesure de leur réouverture, pour les années 2020 – 2021, 25 % des écoles primaires au niveau mondial n'avaient pas d'électricité, d'eau potable ou de services d'assainissement, et 50 % d'entre elles n'avaient pas non plus d'accès à Internet. Enfin, le rapport précédemment cité signale aussi la chute des apprentissages fondamentaux. Si, avant la pandémie de Covid 19, la proportion d'enfants ayant des compétences minimales<sup>5</sup> en lecture à la fin du premier cycle du secondaire se situait entre 70 % et 90 % dans la plupart des pays à revenu élevé, cette proportion était de moins de 60 % dans presque tous les pays à revenu intermédiaire et faible, et atteignait même moins de 10 % dans certains pays.

La pandémie de Covid 19 s'est télescopée à une autre crise aux causes bien antérieures, celle du climat, dont nous percevons aujourd'hui de manière de plus en plus concrète les conséquences. L'Objectif de développement durable n° 13 (ODD 13) est celui qui s'intéresse à la lutte contre les changements climatiques. Ces derniers sont une alerte rouge pour l'humanité, indique encore le rapport de 2022 : « La

4- Ce rapport est disponible sur Internet. Rappelons pour mémoire qu'en septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté un Programme de développement durable pour 2030, qui détermine 17 objectifs mondiaux qui visent à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète et à garantir la prospérité pour tous. Nous illustrons ces 17 objectifs dans le paragraphe 2 ci-après.

5- La compétence minimale en lecture est définie dans le *Guide rapide des indicateurs de l'éducation pour l'ODD 4* (Objectif de développement durable 4 sur l'éducation ; publication de l'Institut de statistique de l'UNESCO en 2018, p. 36). L'indicateur 4.6.1 concerne le pourcentage de la population d'une tranche d'âge donnée atteignant au moins un certain niveau de maîtrise de compétences fonctionnelles en matière de lecture, d'écriture et de calcul. L'UNESCO propose cette définition de l'alphabétisme : « la capacité à identifier, comprendre, interpréter, créer, communiquer et calculer, à l'aide de matériels imprimés et écrits associés à des contextes variés. L'alphabétisme implique un continuum d'apprentissage pour permettre aux individus d'atteindre leurs objectifs, de développer leurs connaissances et leur potentiel, et de participer pleinement à leur communauté et à la société plus large ».

hausse des températures mondiales se poursuit sans relâche entraînant des conditions météorologiques plus extrêmes », nos chances d'éviter une catastrophe ne sont pas là. Le niveau de la mer d'ici à 2100 devrait monter de 30 à 60 cm, la sécheresse devrait déplacer 700 millions de personnes d'ici à 2030 et les catastrophes de moyenne à grande échelle (les vagues de chaleur, les inondations, les feux de forêts) augmenteront de 40 % par rapport à 2015, soit, en moyenne, 1,5 par jour ! Les émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'énergie ont augmenté de 6 % en 2021, atteignant le plus haut niveau jamais atteint. Il s'agit-là de changements irréversibles dans les écosystèmes mondiaux. Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), l'organe des Nations unies chargé d'évaluer les données scientifiques relatives aux changements climatiques, un tiers des terres mondiales subiront au moins une sécheresse modérée d'ici 2100. En France, Lyon est la métropole la plus touchée par le réchauffement climatique : en 2100, sa température devrait rejoindre celle d'Alger aujourd'hui. Lors du sommet de Lima en 2014, les prévisions annonçaient déjà pour l'Espagne, pour août 2050, des températures autour de 50 °C en Andalousie, des maximales de 45 °C à Madrid et de 38 °C à Barcelone. Le mois de juillet 2023 qui a été le mois le plus chaud jamais enregistré, nous donne un petit aperçu de ce qui nous attend. Pour faire face à cette implacable menace, l'Internationale de l'éducation a élaboré un manifeste<sup>6</sup> en faveur d'une éducation au changement climatique et au développement durable. C'est sur cette lame de fond climatique qu'est venu s'ajouter le déclenchement de la guerre en Ukraine. Cette guerre, qui s'éternise et dont la récurrence des désastres finit par se banaliser, a bel et bien des répercussions au niveau planétaire, ne serait-ce que du point de vue des pénuries alimentaires qu'elle a entraîné pour les pays les plus pauvres. Sans pour autant amoindrir le calvaire tragique et absurde que vivent les Ukrainiens, elle a mis au jour d'importants changements dans les interactions internationales. De nouveaux acteurs, peu présents jusqu'alors, sont arrivés sur le devant de la scène internationale : par exemple, l'Arabie saoudite, qui a négocié l'échange de prisonniers entre Moscou et Kiev, la Turquie, qui a joué un rôle ambigu dans ce conflit, l'Iran, qui a vendu des armes à la Russie, le Qatar, dont l'émir, avec son soft power, se présente comme intermédiaire pour promouvoir la paix, etc.

6- <https://www.ei-ie.org/fr/item/24244:education-international-manifesto-on-quality-climate-change-education-for-all>

Ce sont là quelques exemples qui conduisent les spécialistes, comme la politologue Alexandra de Hoop Scheffer,<sup>7</sup> à évoquer l'évolution d'une vision alternative de l'ordre international dans laquelle l'Occident (du moins les institutions créées à la fin de la Seconde Guerre mondiale) ne joue plus un rôle moteur. N'oublions pas non plus la SCO (Organisation de coopération de Shanghai), qui réunit la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et plusieurs pays d'Asie centrale, et qui représente ainsi 42 % de la population mondiale.

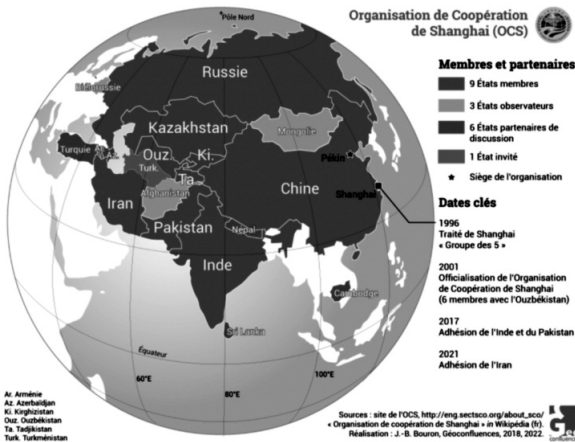


Figure 3: Organisation de Coopération de Shanghai  
 Source : J.-B. Bouron, Géocoïnfluences

Cette organisation, initialement fondée par Pékin pour stabiliser les frontières après la chute de l'URSS, est aujourd'hui un instrument de la diplomatie chinoise pour créer des alliances stratégiques qui peuvent contrebalancer les États-Unis. Forte de ces alliances, la Chine réussira-t-elle à ramener dans son giron Taïwan,<sup>8</sup> comme elle l'a fait avec Hong Kong ? Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui totalisent 40 % de la population mondiale et près d'un quart du PIB de la planète, se réunissent pour leur 15<sup>ème</sup> sommet en août 2023 et veulent « détrôner le dollar roi, symbole de l'hégémonie occidentale » ; leur seul point commun, d'après le journal *Le Monde*, « est l'ambition de proposer un autre ordre international ». Il s'agit, toujours d'après ce journal « d'unir leurs forces face au "camp" d'en face, États-Unis, Europe, Japon ». Le souhait chinois, qui n'est pas forcément partagé, serait

7- Alexandra de Hoop Scheffer, politologue, spécialiste des États-Unis et de la politique étrangère américaine, directrice du bureau parisien du think tank *The German Marshall Fund of the United States* (GMF), dans son intervention dans l'émission de Christine Ockrent sur France Culture, le 24 septembre 2022.  
 8- *Le Monde*, le 19 août 2023, fait état de manœuvres militaires chinoises détectées après l'escale aux États-Unis du vice-président de l'île. Le journal précise que, selon ses sources au ministère Taïwanais, « parmi ces agressions, vingt-six avions de guerre ont franchi la ligne médiane du détroit de Taïwan. Huit navires chinois ont également participé aux manœuvres, qui visaient selon Pékin à simuler des "conditions de combat réelles" ».

9- *Le Monde*, mardi 22 et mercredi 23 août 2023.

10- Le 24 septembre 2022, lors du Sommet international sur l'information et la démocratie en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, a été présenté un rapport de préfiguration pour la création de l'Observatoire international sur l'information et la démocratie, qui devrait se concrétiser en 2023. Voir : [https://informationdemocracy.org/wp-content/uploads/2022/09/ID\\_Report-Observatory\\_Sept22.pdf](https://informationdemocracy.org/wp-content/uploads/2022/09/ID_Report-Observatory_Sept22.pdf)

d'élargir le bloc à d'autres pays émergents (l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Iran, le Venezuela, l'Argentine, l'Indonésie, le Nigéria) et de « faire reconnaître une vision privilégiant le développement économique sur le respect des droits humains ».<sup>9</sup>

De plus, ces bouleversements géopolitiques, auxquels il faut rester attentifs, s'accompagnent de prises de position publiques dans les médias, qui mettent en évidence la fragilité de nos démocraties. *Le Figaro*, dans son édition du 17 juillet 2020, titre : « Russie – Chine : un combat identique contre la démocratie libérale » ; de même, l'éditorialiste du journal *Le Monde*, Sylvie Kaufmann, le 9 février 2022, écrit : « La déclaration sino-russe de Pékin est l'affirmation d'un autre modèle de gouvernance avec en ligne de mire, l'ordre international actuel ». Radio France International (RFI) révèle qu'« Evguéni Prigogine, fondateur du groupe Wagner, admet des "ingérences" dans les élections américaines » du 7 novembre 2022, comme si cela était anodin et admissible. Depuis 2006, l'entreprise britannique *The Economist Intelligence Unit* publie l'indice de démocratie de 167 pays, à partir de 5 critères (processus électoral et pluralisme, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation politique et culture politique). Quatre catégories sont ainsi déterminées : démocratie complète, démocratie imparfaite, régime hybride et régime autoritaire. C'est ainsi que seulement 8 % de la population mondiale vit dans une démocratie complète, 45,3 % vit sous un régime hybride et 36,9 % vit sous un régime autoritaire. Conscients de la fragilité des démocraties, les pays du Forum de Paris sur la paix ont posé, en 2021, les fondements d'un Observatoire international sur l'information et la démocratie.<sup>10</sup> L'un des deux coprésidents, Shoshana Zuboff, auteur de *L'Âge du capitalisme de surveillance* et professeur émérite à la *Harvard Business School*, pose des questions essentielles : « Nous sommes aujourd'hui confrontés à une tragédie des "non-communs" : les espaces d'information que les citoyens supposent être publics sont strictement régis par les intérêts commerciaux privés du capitalisme de surveillance et sa recherche du profit maximum. Nous avons besoin de législateurs prêts à s'engager dans le défi du siècle sur des questions fondamentales qui n'ont jamais été posées : comment devons-nous structurer et gouverner les flux d'information, la connexion et les infrastructures de



communication pour un siècle numérique démocratique ? ». De manière fort opportune, le journaliste et écrivain Antoni Bassas, lors de sa conférence en Andorre le 30 mars 2022 *Notícies, veritat i mentida* (Actualités, vérité et mensonge), a démonté, entre autres *fake news*, les stratégies rhétoriques mensongères de l'équipe de campagne de Donald Trump. L'on ne peut que se féliciter qu'il ait eu l'opportunité de rencontrer les élèves des trois systèmes scolaires andorrans.

Dans ce monde de crises et de profondes mutations, la fiabilité des connaissances et le développement de l'esprit critique constituent un socle de repères indispensable que l'éducation doit fournir aux enfants pour qu'ils puissent s'émanciper, s'épanouir et être créatifs. La célèbre phrase de Nelson Mandela « l'éducation est l'arme la plus puissante que vous pouvez utiliser pour changer le monde... » est plus que jamais d'actualité. Nous avons pu constater combien le manque d'éducation est un terrain fertile pour les extrémismes.

## 2. Où en sont les Objectifs de développement durable et plus particulièrement les défis de l'éducation dans le monde (ODD 4) ?

### 2.1. Les Objectifs de développement durable

Les *Objectifs de développement durable* (ODD) ont été adoptés en 2005 par l'ONU et définissent un agenda de priorités pour 2030. *17 objectifs pour sauver le monde* titre le site de l'ONU.<sup>11</sup> Ces objectifs associent les dimensions sociales, environnementales et économiques de la durabilité avec celles de la paix et de la sécurité. Ils font suite aux *Objectifs du millénaire* de la période 2000 – 2015, qui s'adressaient uniquement aux pays en développement. Les ODD sont plus ambitieux et s'attaquent aux grands défis de la planète. Nous reprenons ci-dessous les contenus d'une infographie du site *Novethic*, qui met l'accent sur des chiffres chocs de chacun des 17 objectifs.

1. **Pas de pauvreté.** 10 % de la population vit avec moins de 1,90 \$ par jour, seuil international de pauvreté
2. « **Faim Zéro** ». 1 personne sur 9 dans le monde souffre de malnutrition

11- <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>  
12- [https://www.novethic.fr/fileadmin/user\\_upload/tx\\_ausynovethicarticles/comprendre\\_la\\_rse/odd\\_infographie\\_720.png](https://www.novethic.fr/fileadmin/user_upload/tx_ausynovethicarticles/comprendre_la_rse/odd_infographie_720.png)

Figure 4 : Objectifs de développement durable, les chiffres chocs  
Source : NOVETHIC<sup>12</sup>

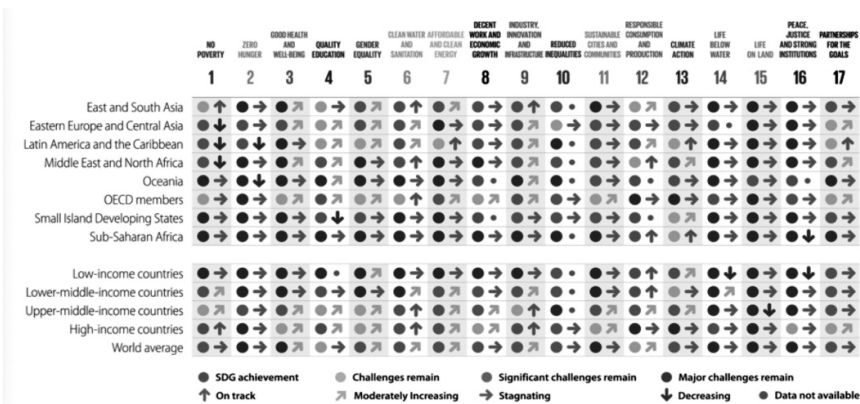
3. **Santé et bien-être.** Plus de 5 millions d'enfants meurent chaque année avant l'âge de 5 ans
4. **Une éducation de qualité.** 1 enfant sur 5 en âge d'aller à l'école n'est pas scolarisé dans le monde
5. **Égalité entre sexes.** Les femmes gagnent en moyenne 23 % de moins que les hommes
6. **Eau propre et assainissement.** Plus de 40 % de la population mondiale manque d'eau
7. **Une énergie propre et d'un coût abordable** 1 personne sur 7 dans le monde n'a pas accès à l'électricité
8. **Travail décent et croissance économique.** 25 millions de personnes sont victimes de travail forcé
9. **Innovation industrielle et infrastructures.** 49 % de la population mondiale n'a pas accès à Internet
10. **Réduction des inégalités.** Les 10 % des personnes les plus riches gagnent près de 40 % du revenu mondial total
11. **Villes et communautés durables.** 828 millions de personnes vivent dans des bidonvilles et cela augmente
12. **Consommation et production responsables.** Un tiers de la nourriture produite est perdu, soit 1,3 milliard de tonnes par an
13. **Lutte contre le changement climatique.** Depuis 1880, la température mondiale a augmenté de plus de 1 °C
14. **Vie aquatique.** Le continent de plastique situé dans le Pacifique Nord atteint 3,5 millions de km<sup>2</sup>, soit 6 fois la taille de la France
15. **Vie terrestre.** 1,6 milliard de personnes dépendent des forêts pour leur subsistance
16. **Paix, justice et institutions efficaces.** La corruption coûte entre 1 500 et 2 000 milliards de dollars par an, soit près de 2 % du PIB mondial.
17. **Partenariats pour la réalisation des objectifs.** L'aide publique au développement atteint quelque 150 milliards de dollars par an. 6 pays atteignent 0,7 % de leur PIB

Selon le site *Novethic*, ces objectifs présentent des atouts importants : 244 indicateurs définis au niveau mondial permettent à chaque pays de rendre compte annuellement de leurs avancées ; le langage commun résulte d'un processus inclusif qui a associé des acteurs publics comme privés ; et surtout, les ODD sont liés entre

eux : « agir sur un ODD comme l'eau (ODD n° 6) permet ainsi d'agir sur la santé (ODD n° 3), car 2,6 millions meurent encore aujourd'hui de maladies véhiculées par l'eau. Cela permet aussi d'agir sur la réduction des inégalités des sexes (ODD n° 5), car dans les pays en développement, de nombreuses femmes ne sont pas scolarisées ou ne travaillent pas pour aller chercher de l'eau potable loin de leur village ». Les limites de ces objectifs, toujours selon *Novethic*, concernent l'absence de mention explicite de la liberté de la presse et des élections libres et l'absence de prise en compte de la culture. Hélas, le dernier rapport *Sustainable Development Report 2023* (Rapport de 2023 sur le développement durable),<sup>13</sup> daté du mois de juin, fait un état des lieux qui n'est guère encourageant. Ce rapport établi par Sachs et ses collègues mentionne que le monde risque de perdre une décennie de progrès sur les objectifs prévus. En particulier, la pandémie et les crises ont eu un impact sur les résultats. Seuls 18 % des objectifs seraient atteints, 15 % seraient en progrès et 67 % resteraient hors d'atteinte. Les ODD 2 et 3 concernant la faim et la santé, tout comme ceux liés à la protection de la planète, sont très en retard (ODD 11, 12, 14, 15) ; les seuls ODD qui connaissent une évolution positive sont ceux qui concernent l'évolution des infrastructures (eau et assainissement, énergies propres, industries, innovation et infrastructures). Sans rentrer dans le détail, nous constatons à la figure 5 ci-après, qui propose une synthèse des résultats par régions du monde, que les couleurs rouge et orange, qui indiquent que les objectifs ne sont pas atteints ou sont en cours d'atteinte, dominant,

13- <https://www.sdindex.org/>

Figure 5 : Indice d'atteinte des ODD par régions, juin 2023. Source : <https://dashboards.sdindex.org/chapters/part-2-the-sdg-index-and-dashboards>



14- <https://dashboards.sdgindex.org/profiles>

15- Voir :

<https://www.sostenibilitat.ad>

16- Les *spillovers* ou « externalités » peuvent être définis comme l'impact d'un pays sur la capacité d'un ou de plusieurs autres pays à atteindre les ODD. Par exemple, les exportations de pesticides toxiques (parfois interdits dans le pays de production) peuvent affecter l'ODD 17 d'un autre pays. Voir : <https://www.oc-cooperation.org/actualite/les-externalites-de-la-france-sur-les-odd-constats-et-recommandations/>

17-

[https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384273\\_fre](https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000384273_fre)

tandis que la couleur verte, qui indique les objectifs atteints, reste minoritaire.

Sans surprise, cette figure montre aussi un écart important de financement entre les pays à revenu élevé et les pays à faible revenu. Le rapport propose également un classement par pays selon le degré d'atteinte des objectifs. Ceux qui en ont atteint le moins sont le Liban, le Yémen, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Venezuela et le Myanmar. Les premiers sont le Danemark, la Tchéquie, l'Estonie, la Lettonie et la République Slovaque ; la France se situe en 6<sup>ème</sup> position, l'Espagne en 16<sup>ème</sup>. Il est surprenant de ne pas retrouver l'Andorre dans ce classement, alors qu'elle figure dans la section des profils de pays<sup>14</sup> avec une synthèse incomplète (55 % des données seraient absentes). Ceci est d'autant plus surprenant que le Gouvernement andorran, par l'intermédiaire d'*Andorra Sostenible*, a fait la promotion des 17 ODD dans le pays, en demandant à des personnes représentatives d'évoquer chaque objectif et d'illustrer, par des exemples précis d'activités mises en place dans les écoles, l'application des ODD en Andorre.<sup>15</sup>

Enfin, un dernier élément important à retenir de ce rapport de 2023 est la question des *spillover effects* ou « externalités » :<sup>16</sup> les pays riches sont ceux qui continuent de générer le plus d'externalités négatives ; il dénonce aussi le secteur du textile et de l'habillement, dont les émissions de gaz à effet de serre sont les plus notoires.

## 2.2. Les défis liés à l'éducation durable (ODD 4) et le rapport d'étape de 2023 de l'UNESCO<sup>17</sup>

Les objectifs liés à l'éducation ont une place fondamentale dans l'Agenda 2030. L'ODD 4 a pour ambition une éducation de qualité pour tous et partout dans le monde. Il s'agit d'un objectif majeur puisque des objectifs relatifs à l'éducation se retrouvent également dans sept des 17 autres ODD.

Si l'énoncé de ces objectifs semble relativement « simple », leur atteignabilité pose de redoutables problèmes méthodologiques, en raison de la diversité des contextes, puisque tous les pays ne sont pas au même point du développement de leurs systèmes

scolaires (voyez l'atteinte de ces objectifs en Finlande et au Congo, par exemple). De même, les modalités d'évaluation mises en place par les différents pays ne sont pas non plus superposables, ce qu'illustre parfaitement le fascicule de l'UNESCO *Guide rapide des indicateurs de l'éducation pour l'ODD 4* : « par exemple, les compétences des élèves brésiliens peuvent être comparées à celles des élèves paraguayens car les deux pays ont participé à la même évaluation régionale. Cependant, leurs compétences ne peuvent pas être comparées à celles des élèves sud-africains parce que l'évaluation régionale à laquelle participe l'Afrique du Sud utilise un cadre différent qui est fondé sur des concepts et méthodes différents pour évaluer l'apprentissage ».<sup>18</sup> Ces contraintes ont conduit à un certain nombre d'ajustements dans la collecte des données. Les positions de départ étant très variables, des seuils de référence à différents niveaux ont été proposés pour les évaluations de mi-parcours (niveau national, régional et sous-régional). L'ODD 4 comporte dix cibles spécifiques : les sept premières concernent des finalités éducatives et les trois dernières sont de nature différente, car elles portent sur les moyens de les atteindre. La figure 6 ci-dessous présente le détail des objectifs de l'ODD 4.

18- [http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/uis\\_sdg4\\_indicators\\_quickguide-fr-f-web.pdf](http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/uis_sdg4_indicators_quickguide-fr-f-web.pdf), p. 25

- 4.1.1 Pourcentage d'enfants et de jeunes : (a) en 2e ou 3e année d'études ; (b) en fin de cycle primaire ; et (c) en fin de premier cycle du secondaire qui maîtrisent au moins les normes d'aptitudes minimales en (i) lecture et (ii) mathématiques, par sexe
- 4.2.1 Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans dont le développement est en bonne voie en matière de santé, d'apprentissage et de bien-être psychosocial, par sexe
- 4.2.2 Taux de participation à des activités organisées d'apprentissage (un an avant l'âge officiel de scolarisation dans le primaire), par sexe
- 4.3.1 Pourcentage de jeunes et d'adultes ayant participé à un programme d'éducation et de formation formelle ou non formelle au cours des 12 derniers mois, par sexe
- 4.4.1 Pourcentage de jeunes et d'adultes ayant des compétences en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC), par type de compétence
- 4.5.1 Indices de parité (femmes/hommes, urbain/rural, quintile inférieur/supérieur de richesse et autres paramètres tels que le handicap, le statut d'autochtone et les situations de conflit, à mesure

Figure 6 : Indicateurs mondiaux de l'ODD4. Source : [http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/uis\\_sdg4\\_indicators\\_quickguide-fr-f-web.pdf](http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/uis_sdg4_indicators_quickguide-fr-f-web.pdf)

19- Chacun de ces rapports met l'accent sur une thématique précise. 2016 : *L'éducation pour les peuples et la planète : créer des avenir durables pour tous* ; 2017 – 2018 : *Rendre des comptes en matière d'éducation : tenir nos engagements* ; 2019 : *Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts pas des murs* ; 2020 : *Inclusion et éducation : tous sans exceptions* ; 2021 – 2022 : *Les acteurs non étatiques de l'éducation : Qui décide ? Qui est perdant ?* 2023, janvier : *Tableau de bord pour l'ODD4* ; 2023, juillet : *Les technologies dans l'éducation : Qui est aux commandes ?*

que les données deviennent disponibles) pour tous les indicateurs de l'éducation de cette liste pouvant être ventilés

4.6.1 Pourcentage de la population d'une tranche d'âge donnée atteignant au moins un certain niveau de maîtrise de compétences fonctionnelles en matière (a) de lecture et d'écriture et (b) de calcul, par sexe

4.7.1 Mesure dans laquelle (i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et (ii) l'éducation en vue du développement durable, y compris l'égalité entre les sexes et les droits de l'homme, sont intégrées à tous les niveaux dans : (a) les politiques nationales d'éducation, (b) les programmes scolaires, (c) la formation des enseignants et (d) l'évaluation des élèves

4.a.1 Pourcentage d'écoles disposant : (i) de l'électricité, (ii) de l'Internet à des fins pédagogiques, (iii) d'ordinateurs à des fins pédagogiques, (iv) d'infrastructures et de matériels adaptés aux élèves handicapés, (v) d'un accès élémentaire à l'eau potable, (vi) d'installations sanitaires de base séparées pour hommes et femmes et (vii) d'un minimum de lavabos

4.b.1 Volume de l'aide publique au développement consacrée aux bourses d'études, par secteur et type de formation

4.c.1 Pourcentage d'enseignants dans : (a) le préscolaire, (b) le cycle primaire, (c) le premier cycle du secondaire et (d) le second cycle du secondaire, qui ont au moins reçu (avant leur entrée en fonction ou en cours d'activité) les formations minimum organisées pour les enseignants (notamment dans le domaine pédagogique), requises pour l'enseignement à un niveau pertinent dans un pays donné

L'UNESCO, qui a la charge du suivi de cet ODD, publie régulièrement des rapports accessibles en ligne.<sup>19</sup> Le dernier rapport mondial a été présenté à Montevideo, en Uruguay, le 27 juillet 2023, en présence de 15 ministres de l'Éducation du monde entier. Nous reprenons ici les résultats saillants de ce bilan.

#### • Cible 4.1. Enseignement primaire et secondaire

La population non scolarisée en âge de fréquenter le primaire et le secondaire a baissé, en 2021, de 9 millions d'enfants par rapport à 2015. La fermeture des écoles pendant la pandémie de Covid a fait augmenter le taux de non-scolarisation.

Entre 2015 et 2021, les taux d'achèvement de la scolarisation au niveau mondial ont augmenté, excepté en Afrique, dont les taux sont inférieurs aux moyennes

mondiales, comme le montre le tableau ci-après : Il existe un manque des données concernant la maîtrise des compétences minimales en lecture et en mathématiques. Parmi les 31 pays à faible revenu, 18 ont moins de 10 % d'enfants qui maîtrisent les compétences minimales en lecture et en mathématiques. Seul le Vietnam fait état d'une majorité d'enfants maîtrisant ces compétences. Les résultats de l'étude du PIRLS

Figure 7 Taux d'achèvement de la scolarité	Monde		Afrique
	2015	2021	2021
Primaire	85 %	87 %	64%
1 <sup>er</sup> cycle du secondaire	74 %	77%	45 %
2 <sup>ème</sup> cycle du secondaire	54%	59%	27%
Source : <a href="https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386147_fre">https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000386147_fre</a>			

(Programme international de recherche en lecture scolaire) publiés en mai 2023 indiquent des progrès dans 32 des 57 pays à revenu intermédiaire, tandis que pour les pays à revenu élevé, la pandémie de Covid a eu un impact modéré. Des études ont montré qu'au Brésil, au Cambodge, au Malawi et au Mexique, les enfants ont perdu au moins une année d'enseignement.

#### • Cible 4.2. Petite enfance

Entre 2015 et 2020, le taux de participation à l'éducation de la petite enfance est resté stable au niveau mondial, aux alentours de 75 %. C'est en Afrique subsaharienne, en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest que les augmentations ont été les plus importantes. En 2022, 88 pays sur 186 n'avaient pas adopté de législation en faveur de l'enseignement préprimaire gratuit et obligatoire. Un nouvel indice de développement du jeune enfant, qui évalue l'apprentissage, le bien-être psychosocial et la santé, montre des inégalités selon les milieux : au Nigéria, 80 % des enfants dont la mère a suivi un enseignement supérieur ont un bon développement, mais ce chiffre tombe à 31 % lorsque la mère n'a pas terminé son cursus primaire.

#### • Cible 4.3. Enseignement technique, professionnel et supérieur et éducation pour adultes

Le taux global de scolarisation dans le supérieur, qui a augmenté au cours de la dernière décennie, a connu un ralentissement depuis 2015 : 29 % en 2010, 37 % en 2015 et 40 % en 2020. En 2020, le taux brut de scolarisation des femmes dans le supérieur s'élevait à 43 % contre 37 % pour les hommes. En 2020, 12 % des étudiants étaient inscrits en master ou en doctorat contre 14 % en 2012.

Cette proportion va de 24 % en Europe et en Amérique du Nord à 6 % en Amérique latine, aux Caraïbes et en Asie de l'Est et du Sud-Est. Il existe une tendance à rechercher des

qualifications en dehors de l'enseignement supérieur. Il est difficile de comparer les informations sur la participation des adultes à l'enseignement formel et informel, mais pour les 115 pays disposant de données récentes, le taux médian de participation à ce type d'enseignement serait de 3 %.

• **Cible 4.4. Compétences nécessaires au travail**

Il existe un manque de compétences en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC). Au niveau mondial, 4 % des personnes de 15 ans et plus peuvent écrire un programme informatique dans un langage de programmation spécialisé. La proportion d'étudiants diplômés dans les STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) est stable depuis 2000. Les étudiants diplômés dans le domaine du numérique, en sciences et en mathématiques représentent 5 % du nombre total d'étudiants, les ingénieurs constituent 10 à 15 % de ce chiffre. Dans les pays à revenu élevé, 12 % des étudiants sont diplômés en ingénierie contre 7 % dans les pays à revenu faible.

• **Cible 4.5. Équité**

Ces dernières décennies, une amélioration de l'accès des filles à l'éducation a été constatée, ainsi qu'une parité des genres, excepté en Afrique subsaharienne où les inégalités, bien qu'en baisse, sont encore importantes. Au Tchad, pour 100 garçons scolarisés, 45 filles étaient scolarisées en 2015, puis 58 en 2021 ; en Guinée, ce nombre est passé de 65 en 2015 à 72 en 2020. En lecture, les filles obtiennent presque toujours de meilleurs résultats que les garçons. Au niveau mondial, à la fin du premier cycle du secondaire, 100 garçons maîtrisent les compétences minimales en lecture contre 115 filles.

• **Cible 4.6. Alphabétisation des adultes**

Le taux d'alphabétisme des jeunes au niveau mondial est passé de 87 % en 2000 à 91 % en 2016, puis a atteint un plateau. En Afrique subsaharienne et en Asie centrale et du Sud, les taux d'alphabétisation se situent en dessous de la moyenne mondiale, respectivement à 77 % et à 90 %. Chez les adultes, ce taux stagne à 86 %



depuis 2016. Enfin, ces taux se sont améliorés en Asie de l'Est et du Sud-Est, passant de 60 % en 2000 à 84 % en 2020.

- **Cible 4.7. Développement durable et citoyenneté mondiale**

L'éducation aux effets des changements climatiques a été discutée lors du sommet des Nations unies sur la transformation de l'éducation en septembre 2022 à New York. Une initiative soutenue par l'UNESCO vise à introduire un indicateur sur l'intégration du contenu écologique et le niveau de priorité qui lui est accordé dans les enseignements nationaux afin d'évaluer l'importance accordée aux thèmes environnementaux dans l'enseignement primaire et secondaire. Les premiers résultats devraient être publiés en 2024. Une autre initiative permet de recueillir des informations de 70 pays dans ce domaine. L'analyse des 50 premiers profils montre que 39 % des pays ont inclus des contenus sur les effets du changement climatique dans les programmes éducatifs et 63 % dans une loi ou un plan de formation des enseignants.

- **Cible 4.a. Établissements scolaires et cadres d'apprentissage**

La question de la séparation des toilettes pour les hommes et pour les femmes est une question d'égalité des genres. Dans la plus grande partie de l'Asie, 20 % des écoles n'ont pas de toilettes séparées, ce qui est aussi le cas de 94 % des écoles au Togo et de 83 % des écoles au Mali. En revanche, dans le secondaire, 80 % des écoles sont équipées de toilettes non mixtes. L'absence de telles installations conduit de nombreuses filles à manquer l'école et augmente les risques de déscolarisation. Un quart des écoles du monde entier n'a pas accès à l'électricité. En Asie et en Afrique subsaharienne, le nombre d'écoles bénéficiant de l'électricité est en dessous des moyennes mondiales (30 % en 2015 et 32 % en 2020).

L'énergie solaire peut contribuer à réduire les inégalités. L'absence d'électricité a une incidence sur les TIC : souvent, les écoles sont dotées soit d'une connexion Internet soit d'ordinateurs. Au Turkménistan, presque toutes les écoles sont dotées d'ordinateurs, mais 31 % d'entre elles seulement sont connectées à Internet ; au Liban et aux Maldives, 90 % des écoles sont connectées à Internet, mais 70 % d'entre elles seulement disposent d'ordinateurs.

Bien que les trajets scolaires se soient généralement améliorés, les conflits restent une menace pour les élèves et les enseignants ; les attaques à des fins militaires ont augmenté, notamment au Mali et au Myanmar.

• **Cible 4.b. Bourses d'études**

En 2020, plus de 4,4 milliards de dollars américains ont été versés aux étudiants sous forme de bourses et d'aides, soit une augmentation de 1,3 milliard depuis 2015. 75 % de ces bourses ont été versées à des pays à revenus intermédiaires et 11 % seulement à des pays à faible revenu. La cible 4.b. vise à favoriser la mobilité des étudiants. Au niveau mondial, le nombre d'étudiants internationaux sortants a triplé entre 2000 et 2020 ; les destinations les plus courantes des étudiants d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord sont l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest.

• **Cible 4.c. Les enseignants**

Il existe une grande hétérogénéité au niveau de l'augmentation des enseignants qualifiés. L'Afrique subsaharienne enregistre la plus forte augmentation, mais reste en retard pour tous les niveaux d'enseignement. Au niveau préprimaire, le taux est passé de 53 % en 2015 à 60 % en 2020 ; dans le deuxième cycle du secondaire, il est passé de 59 % à 65 %.

Les formations des enseignants sont souvent incomplètes : au Liban, 77 % des enseignants ont des qualifications universitaires, mais 23 % seulement ont reçu une formation pédagogique. Les exigences de formation sont très variables selon les pays : en Uruguay, il faut une licence pour enseigner au primaire ; en Inde, un certificat d'achèvement du deuxième cycle du secondaire suffit.

Les dépenses publiques en matière d'éducation représentent en moyenne 4,2 % du PIB (de 3,3 % en Asie à 5,4 % en Océanie) et 14,2 % des dépenses publiques (de 9,6 % en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest à 16,5 % en Afrique Subsaharienne). L'équipe qui a rédigé ce rapport considère que pour atteindre les objectifs fixés par l'ODD 4 pour l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire, il manquera 97 milliards de dollars américains par an entre 2023 et 2030.

Ce rapport met en évidence les difficultés de l’Afrique et de l’Asie. Cependant, il ne faudrait pas croire qu’en Europe, tous les enfants sont privilégiés. Une étude de la Cour des comptes européenne<sup>20</sup> fondée sur des données d’Eurostat indique qu’en 2018, 23 millions d’enfants, soit un enfant sur quatre, étaient exposés au risque de pauvreté et d’exclusion sociale au sein de l’Union européenne. Cette étude précise le pourcentage d’enfants exposés au risque de pauvreté ou d’exclusion sociale par pays. Les pays qui concentrent le plus de risques sont la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce et l’Italie (avec des pourcentages allant de 38 % à 30 %). Ceux qui en concentrent le moins sont les pays du Nord : Estonie, Allemagne, Pologne, Finlande, Danemark, Pays-Bas, Tchéquie (de 18 % à 13 %) ; dans les deux zones médianes se trouvent des pays comme l’Espagne (29,5 %), la France (22,9 %), le Luxembourg (23,5 %) et le Portugal (21,9 %).

20-  
<https://op.europa.eu/webpub/eca/special-reports/child-poverty-2020/fr/>  
21- <https://gem-report-2021.unesco.org/fr/accueil/>

### **3. Les dérives de l’éducation au XXI<sup>ème</sup> siècle**

Sans chercher à épuiser le sujet, cette troisième partie s’intéresse à deux dimensions qui sont susceptibles d’entraver de manière significative l’efficacité de l’éducation. En effet, certains aspects de la privatisation de l’enseignement ainsi que certains aspects de notre société numérique doivent retenir notre attention. Le fait que les derniers rapports de l’UNESCO abordent précisément ces deux sujets est révélateur.

#### **3.1. La privatisation de l’enseignement**

Il est intéressant de constater que l’équipe du *Rapport mondial de suivi sur l’éducation* (2021 – 2022), dirigée par Manos Antoninis,<sup>21</sup> a pris le soin de qualifier la question de la privatisation de l’enseignement par la périphrase « les acteurs non étatiques dans l’éducation », non par frileuse coquetterie, mais parce que la distinction binaire écoles publiques – écoles privées ne restitue pas la complexité de la situation. Si la définition de la privatisation citée par Rizvi (2016, p. 2), « transfert de biens financiers, d’opérations de gestion, de fonctions ou de responsabilités précédemment aux mains ou du ressort de l’État à des acteurs privés » (Coomans et Hallo de Wold, 2005), fait l’objet d’un consensus, il n’en reste pas moins que la diversité des accords et des partenariats que ces acteurs non étatiques peuvent entretenir avec les gouvernements crée de la confusion : comment comptabiliser, par exemple, les

22- En 2005, au Bangladesh, 51,73 % des élèves des écoles primaires urbaines suivaient des cours particuliers; en Chine, une enquête de 2004 a montré que 73,8 % des élèves du primaire, 65,6 % des élèves du premier cycle du secondaire et 53,5 % de ceux du second cycle du secondaire prenaient des cours de soutien, (Bray 2011 : 19). Dans une étude ultérieure, conduite en 2013 – 2014, Bray et ses collègues signalent qu’au Cambodge (pays à faible revenu), *l’école de l’ombre* (i.e. les cours de soutien privés) atteignaient un taux de 98,8% chez les élèves de douzième année ; les tendances dans certaines régions de l’Inde seraient comparables (71,2 % dans le Kerala), (Bray & Wang 2019 : 106)

23-  
<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/06/15/the-world-bank-supports-free-primary-education-and-maternal-and-child-health-improvements-in-the-drc>

enseignants des écoles publiques qui donnent des cours privés par le biais du soutien scolaire,<sup>22</sup> phénomène extrêmement répandu en Asie ? La gestion des cantines, celle des transports scolaires, l’externalisation de l’entretien des locaux mais aussi les tests d’évaluation font partie de ces interférences entre secteur public et secteur privé. Il ne faut pas oublier que d’un point de vue historique, ce sont les congrégations religieuses qui ont d’abord pris en charge l’éducation (notamment les Jésuites). En France, ce n’est que vers la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle que se met en place la laïcisation de l’enseignement. L’État prend alors conscience de l’intérêt d’investir dans l’éducation : amélioration de l’économie par une main-d’œuvre plus qualifiée, construction du ciment d’une identité nationale, etc.

Aujourd’hui, c’est souvent la faiblesse des États qui fait le lit de la privatisation. Avant 2019, la République démocratique du Congo était l’un des seuls pays au monde où l’école primaire était encore payante. La Banque mondiale investit un milliard de dollars dans ce pays pour soutenir sa réforme scolaire visant la gratuité de l’enseignement.<sup>23</sup> Dans leur étude sur l’enseignement privé en Côte d’Ivoire, Goin Bi et Koutou rappellent qu’au moment de l’indépendance en 1960, 10 % seulement des élèves étaient scolarisés, bien que le gouvernement ait consacré 44 % de son budget à l’éducation. Les difficultés apparues au cours des années 80 ont conduit le gouvernement à faire appel au secteur privé dès 1995, tout en prenant en charge les frais de scolarité par le biais de subventions. Dans l’enquête qu’ils ont menée en 2019, les deux chercheurs font état de nombreux problèmes : des écoles clandestines sont apparues (pour répondre à la pression de la Banque mondiale qui enjoind de scolariser tous les enfants et à l’insuffisance des structures d’accueil de l’État) ; les parents, souvent analphabètes, choisissent ces établissements en raison de leur proximité géographique et non de leur qualité ; dans ces écoles, le matériel pédagogique est souvent inexistant, les toilettes ne sont pas fonctionnelles, les enseignants mal payés ne sont pas formés à la pédagogie, etc. Les deux chercheurs concluent que ces établissements privés, qui sont de loin les plus nombreux, « sont passés de la privatisation à la

marchandisation de l'école : non-respect de la réglementation, non-paiement des salaires des enseignants pendant de longs mois, non-respect des critères de recrutement des enseignants, insuffisance de matériels didactiques, etc. Ces établissements sont pour la plupart uniquement à la recherche du profit (...) » (Goin Bi et Koutou, 2019, p. 91). Les États-Unis sont sans doute le pays qui a poussé le plus loin cette logique. Selon les travaux de Lubienski et de ses collègues (Lubienski et al., 2019), c'est la privatisation des décisions en matière de politiques éducatives publiques qui est à l'œuvre : tous les types d'établissements sont dans une logique de marché et, finalement, le but de l'éducation est lui-même privatisé. Le système des *charter schools*, établissements publics gérés par le secteur privé, les chèques-éducation (*vouchers*) financés par l'argent public et destinés à couvrir les frais de scolarité et, enfin, d'autres produits financiers (comptes d'épargne individuels dédiés à l'éducation, crédits d'impôt) sont autant de moyens de mettre le système scolaire en adéquation avec les intérêts privés.

Les arguments avancés par les différents systèmes de privatisation (liberté de choix pour les parents, meilleurs résultats scolaires, émulation et innovation pédagogiques<sup>24</sup> favorisées par la concurrence) sont, hélas, contredits par la réalité. La Suède, qui était un exemple en matière d'équité sociale, est maintenant l'illustration même de l'effet déceptif des idées néo-libérales sur l'éducation. De nombreux médias s'en sont fait l'écho. Frédéric Faux, reporter à RFI,<sup>25</sup> a publié un article en juin 2021 : « Écoles privées en Suède, un système unique au monde et contesté ». Le journal *Le Monde*, de son côté, publie un article intitulé « L'école suédoise, dégradée par une logique de marché, est devenue un contre-modèle ». *Le monde Diplomatique* n'est pas en reste : « Privatisation de l'école : le fiasco suédois ». Comment expliquer une telle décadence ? À la veille des élections législatives de septembre 2022 en Suède, Anne-Françoise Hivert dressait un constat implacable : « Chaque année, 16 000 élèves quittent le collège sans pouvoir entrer au lycée. Les différences de niveau entre les établissements ne cessent de croître. Partout, les enseignants qualifiés manquent à l'appel. (...) En 2013, l'enquête PISA (Programme international pour le suivi des acquis) avait révélé que le niveau des Suédois en lecture, mathématiques et sciences s'était effondré. Depuis, il est

24- Aux États-Unis l'innovation n'est pas là où on l'attend : « En plus d'exacerber la ségrégation, les conséquences de la privatisation et de l'adoption de la logique marchande en salle de classe sont à des années-lumière de ce qu'avaient escompté les auteurs des réformes en éducation. Tandis qu'ils étaient nombreux à attendre un accroissement d'innovation de la part des écoles soumises à la concurrence, chacun convient désormais que l'innovation se voit plus en matière de marketing, d'emploi et d'autres comportements organisationnels étrangers au cœur technique de l'enseignement et du curriculum, (Lubienski 2003) », (Lubienski et al. 2019 : 64)

25-

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/grand-reportage/20210601-écoles-privées-en-suède-un-système-unique-au-monde-et-contesté>

légèrement remonté, mais les inégalités scolaires se sont creusées ». Dans les années quatre-vingts, le système en place était sévèrement critiqué, alors qu'il était efficace : géré par l'État, centralisé, peu innovant et laissant peu de choix aux parents. En 1989, pour des raisons financières, les sociaux-démocrates délèguent aux 290 communes la responsabilité de l'enseignement primaire et secondaire. La droite au pouvoir en 1991 installe les *Friskolor* (écoles libres) et instaure un chèque-éducation qui couvre les frais de scolarité de chaque élève. Dès lors, les parents peuvent inscrire leurs enfants où ils le veulent. Des écoles privées s'ouvrent et sont autorisées à faire des profits. Alors qu'en 1992, moins de 2 % des élèves étaient scolarisés dans le secteur privé, aujourd'hui, le secteur privé comptabilise un cinquième des élèves. Anne-Françoise Hivert précise que des sociétés anonymes, dont certaines sont cotées en bourse, détiennent 70 % des établissements privés. La logique de marché veut que les coûts soient réduits pour augmenter les revenus : suppression des bibliothèques et des cantines, augmentation du nombre d'élèves par enseignant, recrutement de professeurs moins qualifiés avec des salaires inférieurs. Les professeurs témoignent de leur mal-être. Violette Goarant<sup>26</sup> leur donne la parole : Mme Elsa Heuern, professeur de français, employée à 28,7 % par l'entreprise éducative *AcadeMedia* cotée en bourse, doit gérer deux niveaux dans la même classe : « En pratique, je suis obligée de diviser le temps de cours par deux ». « Lorsqu'un élève rencontre des difficultés, c'est de la faute du mentor », soupire M. Reyes. « La relation entre l'élève et le professeur devient celle d'un client et d'un prestataire », constate M. Henrik Wall, qui travaille pourtant dans un collège public. Lors du « conseil d'élèves » hebdomadaire, M. Wall écoute Mme Ida Sjödin, qui enseigne les mathématiques : « Ils veulent pouvoir aller aux toilettes, porter leurs casquettes, mâcher du chewing-gum en classe et utiliser leurs portables ». Mme Sophia Berglin, professeure de biologie, intervient : « Moi, la casquette ne me dérange pas ». Une discussion s'ensuit. « On accepte la casquette et on garde l'interdiction du portable ? », propose Mme Sjödin. Ces propos édifiants ne devraient pas exister dans

l'enseignement privé, car de manière stratégique, en s'installant dans les beaux quartiers et par le truchement de listes d'attente, les établissements privés sélectionnent ainsi les élèves qui coutent le moins cher : ceux issus de catégories socio-professionnelles privilégiées, qui sont plus attentives à la formation de leurs enfants. Cela, somme toute, est une caractéristique assez générale de l'enseignement privé un peu partout dans le monde. En France, par exemple, qui est l'un des pays où l'origine sociale détermine le plus fortement les performances scolaires et où les écoles privées ont une dotation de l'État de 73 %, la ségrégation scolaire est notoire, comme le montre Sylvie Lecherbonnier : <sup>27</sup>

27-  
[https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/09/22/dans-l-enseignement-privé-de-plus-en-plus-d-eleves-tres-favorises\\_6142655\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/09/22/dans-l-enseignement-privé-de-plus-en-plus-d-eleves-tres-favorises_6142655_3224.html)

<b>Figure 8</b>		
<b>Répartition scolaire selon les catégories socio-professionnelles</b>	<b>Privé</b>	<b>Public</b>
Milieu très favorisé	40,1 %	19,5 %
Milieu défavorisé	18,3 %	42,6%
Source : D'après Sylvie Lecherbonnier (2022)		

Aujourd'hui, ce sont les processus liés à la mondialisation qui promeuvent un discours néolibéral, qui doit « être compris non comme une simple politique économique, mais plutôt comme une rationalité, un mode de pensée qui étend à toutes les sphères de l'existence un système de valeurs et de mesures axé sur le marché, et conçoit l'être humain et les relations humaines d'un point de vue essentiellement économique. [...] Les citoyens sont dépeints comme des investisseurs et des consommateurs, et non comme les membres d'une collectivité partageant des traditions, des expériences et des espaces communs. Qui plus est, le savoir et l'éducation sont appréciés et désirés presque exclusivement pour leur contribution au processus de formation et de développement du capital » (Rizvi, 2016, p. 5).

Quelles leçons peut-on tirer de ces exemples de privatisation ? Les écoles doivent-elles devenir des entreprises qui enrichissent leurs actionnaires ? Doit-on faire du profit sur l'éducation des enfants ? Cette poussée néolibérale, cette nouvelle rationalité, ne peut pas être dissociée d'une autre caractéristique majeure de notre société : la place qu'occupent aujourd'hui les écrans et les outils numériques.

28-

<https://www.globalsecuritymag.fr/AVG-Les-parents-accros-aux-ecrans,20150624,53822.html>. Voir aussi les deux chroniques de Clara Georges sur *Le Monde* (02-06-2023 et 01-07-23) : « "Papa, il est la moitié du temps sur son téléphone" : et si le problème des écrans était dû aux parents » et « "Papa, maman, arrêtez de consommer !" : et si le problème des écrans, c'était les parents ? ».

### 3.2. Des outils numériques en général et des smartphones en particulier

L'une des répercussions de la pandémie de Covid aura été de mettre Internet et les réseaux sociaux au premier plan. Comme le dit très justement Daniel Cohen dans son livre *Homo numericus. La « civilisation » qui vient*, « quoi qu'il en soit, la révolution numérique est en marche », il n'y a pas de retour en arrière possible.

Avant de nous intéresser au rapport que les jeunes entretiennent avec les écrans, quels sont les comportements des parents à l'égard de leur portable ? Une enquête<sup>28</sup> menée auprès de 6117 parents et enfants à travers le monde révèle que les parents dépendants des écrans délaissent leurs enfants. En France :

- 50 % des parents sont distraits par leur appareil pendant une conversation avec leur enfant, 35 % des enfants confirment ce constat ;
- 28 % des parents utilisent leur téléphone pendant qu'ils jouent avec leur enfant ;
- 36 % des parents sont sur leur téléphone pendant le repas ;
- 34 % devant la télévision avec leur enfant ;
- 45 % des enfants pensent que leurs parents consultent trop leur téléphone et 45 % des parents confirment !

Il ne s'agit pas ici de culpabiliser les adultes, mais d'essayer de comprendre comment fonctionne cette addiction aux écrans dans notre société. Les ingénieurs de Google, qui ont réussi à calculer que la durée maximale de l'attention du poisson rouge est de 8 secondes, ont déterminé que celle des jeunes qui ont grandi avec les écrans est de 9 secondes (raison pour laquelle les ingénieurs de la Silicon Valley scolarisent leurs enfants dans des écoles sans écrans). « Nous sommes devenus des poissons rouges, enfermés dans le bocal de nos écrans, soumis au manège de nos alertes et de nos messages instantanés » : tel est le point de départ du livre de Bruno Patino *La civilisation du poisson rouge. Petit traité sur le marché de l'attention*. Pour lui, le modèle économique des réseaux sociaux, qui s'appuie sur la captation de notre attention pour nous exposer à de la publicité, présente deux nouveautés : d'une part, cette



attention peut être happée de manière continue sur un temps indéfini puisque les smartphones qui sont dans nos poches depuis 2007 sont connectés en permanence (à l'inverse du temps compté de la publicité télévisuelle que nous regardons depuis notre canapé) ; d'autre part, selon le principe bien connu de l'extraction des données, cette publicité est maintenant très ciblée, personnalisée, puisque les GAFAM savent à peu près tout de nous. À ces deux nouveautés s'ajoutent des stratégies de conditionnement, qui vont développer le mécanisme compulsif de consultation, notamment celle de la *récompense aléatoire*, qualifiée aussi d'*économie des casinos*, puisque les machines à sous fonctionnent selon le même principe :<sup>29</sup> ce sont les likes, les abonnements, les partages, qui agissent comme des renforcements positifs et qui finissent par asservir les utilisateurs des réseaux sociaux.

Si ces méthodes ne sont pas cachées, d'autres, tenues plus secrètes, finissent par éclater au grand jour. Daniel Cohen (2022, p. 53) rapporte que pour la lanceuse d'alerte Frances Haugen, les dirigeants de Facebook, dont elle avait été une employée, « étaient parfaitement au courant des désordres psychiques créés par [leur] filiale *Instagram* chez les adolescents de moins de 13 ans mal à l'aise dans leur corps. Cela ne les a nullement empêchés de cibler ladite population ». Mme Haugen explique aussi « que des recherches de *Facebook* avaient identifié le fait que le contenu qui "polarise, divise ou incite à la haine provoque davantage d'engagements" », que la firme s'en servait sciemment et, selon elle, que c'est peut-être ce qui a facilité l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021. (*ibid.*) Michel Desmurget, directeur de recherches en neurosciences cognitives à l'INSERM, dans son ouvrage paru en 2019 *La fabrique du crétin digital*, dresse un réquisitoire implacable et tempétueux, à partir de métadonnées issues de plusieurs milliers d'articles, sur les effets délétères de tous les écrans. Par exemple, l'affirmation selon laquelle il n'y a aucun transfert de compétences des jeux vidéo vers la vraie vie est attestée par neuf sources scientifiques. Michel Desmurget vilipende avec acrimonie les inexactitudes de la presse ou de la vulgarisation scientifique, qui diffusent des informations approximatives voire déformées, et qui induisent des représentations positives des écrans, confortant ainsi ceux qu'il qualifie de boutiquiers du numérique. Par exemple, il cite une étude de l'université de

29- Il s'agit de l'application de la boîte de Skinner (du nom du psychologue qui a mis en place cette expérience). Alors que dans le conditionnement classique à un stimulus (actionner un mécanisme) correspond une réponse particulière (la nourriture arrive), dans la boîte de Skinner, l'action du mécanisme aboutit à un résultat aléatoire : parfois positif (une récompense), et parfois négatif, « rien du tout » (comme avec les machines à sous) cela conduit à vouloir actionner toujours plus le mécanisme quel que soit le résultat... C'est ainsi que l'on vient à consulter le téléphone au cinéma, que certains se lèvent même la nuit, et qu'il commence à exister des stages où l'on apprend à se déconnecter...

30- « Evaluating information : The cornerstone of civic online reasoning », *Report from the Stanford History Education Group*, Stanford History Education Group, 2016.

31- OCDE, 2015 : « Connectés pour apprendre ? les élèves et les Nouvelles technologies (principaux résultats) », [OECD.org](https://www.oecd.org)

32- A cet âge les réseaux sociaux sont plus présents chez les filles et les jeux vidéo chez les garçons. Les contextes socio-économiques sont bien sûr non négligeables.

33- Il cite notamment l'étude de Takeuchi et al. (2016) dont la conclusion confirme un impact négatif de la quantité de jeux vidéo consommés sur les zones du cerveau dédiées à l'intelligence verbale.

34- Rapport d'information n° 900 (2021-2022), tome I, déposé le 27 septembre 2022, <https://www.senat.fr/notice-rapport/2021/r21-900-1-notice.html>

35- Le rapport précise : « Les violences sexuelles, physiques et verbales sont massivement répandues dans le porno, revêtant un caractère systémique. Elles ne sont pas simulées mais bien réelles pour les femmes filmées ». Les témoignages recueillis montrent : « des méthodes de 'recrutement', ciblant des jeunes femmes précaires et fragiles ; des modes opératoires récurrents : premier viol 'de soumission', processus de déshumanisation, manipulation, chantage, emprise, actes sexuels forcés, partenaires multiples imposés, viols... ». Le porno a aussi un impact sur les adultes, leurs représentations d'eux-mêmes, des femmes et de la sexualité. Le rapport conclut : « Des recherches ont en outre montré qu'en cas d'accoutumance au porno, les consommateurs se dirigent vers des

Padoue sur la modification de la vitesse de déchiffrage en lecture chez des enfants dyslexiques de 10 ans. Après exposition à des séquences du jeu *Rayman contre les lapins crétiens*, le groupe expérimental a amélioré son score par rapport au groupe de contrôle. Cette seule conclusion à conduit des médias à proclamer « Des jeux vidéo pour lutter contre la dyslexie » ou encore « les jeux vidéo aident la lecture chez des enfants dyslexiques ». Mais lorsque l'on y regarde de plus près, d'une part, l'échantillon était extrêmement réduit (10 sujets), et, d'autre part, l'amélioration était vraiment minime puisque le score n'avait augmenté que d'une dizaine de mots (il était passé de 45 à 55 mots/minute). Le score des enfants dyslexiques restait largement déficitaire puisqu'un enfant non dyslexique lit à peu près 140/minute. Une autre illusion qu'il déconstruit est celle des « *digital natives* », qui seraient dotés de super compétences. Il cite, entre autres, la conclusion d'une recherche menée à Stanford : « Nos *digital natives* sont peut-être capables de virevolter entre *Facebook* et *Twitter* tout en téléchargeant un selfie sur *Instagram* et en envoyant un texto. Mais quand il s'agit d'évaluer l'information qui circule à travers les canaux des médias sociaux, ils sont facilement dupés [...]. Dans tous les cas, à tous les niveaux, nous avons été déconcertés par le manque de préparation des étudiants [...]. Beaucoup pensent qu'étant à l'aise avec les médias sociaux, les jeunes sont aussi compétents à traiter ce qu'ils y trouvent. Notre travail montre l'inverse ». <sup>30</sup> Cette conclusion rejoint une remarque de la Commission européenne qui évoquait « la faible compétence digitale des étudiants », ce qui risquait de mettre en péril la numérisation du système éducatif. Numérisation qui répond surtout, comme nous le savons bien, à des objectifs financiers : substituer l'humain par le numérique permet une réelle économie des coûts. Peu importe d'ailleurs l'efficacité de ce type d'enseignement. Desmurget cite une synthèse de l'enquête PISA <sup>31</sup> selon laquelle, malgré l'importance des investissements dans les outils numériques, il existe peu de preuves solides qu'un usage accru de ces outils ait conduit à de meilleurs scores en mathématiques et en lecture. Au-delà de ces déconstructions, certaines informations sont saisissantes : avant deux ans, les enfants passent, pour certains 50 minutes par jour devant les écrans (soit 10 % de leur temps de veille). Dès 2 ans, ce chiffre passe à 2h45. Entre 8 et 12 ans, ils y passent 4h45, et entre 13 et 18 ans, 6h45, <sup>32</sup> soit 40 % de

leur temps de veille. Pour un lycéen, le cumul annuel représente 2400 heures, soit 2,5 années scolaires ! Nul doute que cette surexposition est loin d'être bénéfique. L'ouvrage détaille ensuite la liste terrible des dégâts. Il s'agit le plus souvent d'effets en cascade : non-maturation du cerveau<sup>33</sup> altération du sommeil qui impacte la mémorisation mais aussi le système immunitaire et ajoute un risque d'obésité, etc. L'attention est saccagée, l'impulsivité augmentée, les résultats scolaires baissent, les interactions verbales sont moindres, sans oublier la sédentarité que la consommation numérique induit, car bouger, nous dit Desmurget, a un impact majeur sur notre fonctionnement émotionnel et intellectuel. En bref, moins d'écrans et plus de vie !

Il n'est pas possible de clore cette partie sans évoquer la question de l'accès à la pornographie, qui est grandement facilité par les téléphones portables. À cet égard, le Rapport du Sénat de septembre 2022 *Porno : l'enfer du décor*<sup>34</sup> est particulièrement glaçant. Outre la massification de la diffusion de la pornographie sur Internet (25 % de vidéos pornographiques), les réseaux sociaux (*Twitter, Instagram*) et messageries privées (*Snapchat, WhatsApp, Telegram*) sont les nouveaux vecteurs de ces contenus. 90 % des scènes comportent de la violence.<sup>35</sup> En dépit de l'article 227-24 du code pénal,<sup>36</sup> les mineurs sont massivement exposés aux images pornographiques, volontairement ou involontairement. Le rapport poursuit : « Les conséquences sur la jeunesse sont nombreuses et inquiétantes : traumatismes, troubles du sommeil, de l'attention et de l'alimentation, vision déformée et violente de la sexualité, difficultés à nouer des relations avec des personnes du sexe opposé, (hyper)sexualisation précoce, développement de conduites à risques ou violentes, etc. ».

En 2017, l'IFOP a réalisé une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 1005 adolescents âgés de 15 à 17 ans avec l'interrogation suivante : « Les adolescents et le porno : vers une génération *Youporn* ? ». <sup>37</sup> Une étude de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM)<sup>38</sup> de mai 2023 donne des indications chiffrées de l'ampleur du désastre en France :

contenus de plus en plus violents. Le porno construit une érotisation de la violence et des rapports de domination, érigés en normes. Il multiplie et encourage les stéréotypes sexistes, racistes et homophobes ».

36- Le Rapport propose 23 recommandations regroupées autour de 4 thèmes principaux : 1. Imposer dans le débat public la lutte contre les violences pornographiques ; 2. Faciliter les suppressions de contenus illicites et le droit à l'oubli ; 3. Appliquer enfin la loi sur l'interdiction d'accès des mineurs et protéger la jeunesse ; 4. Eduquer, éduquer, éduquer. Le gouvernement a également mis en place un site :

<https://jeprotegemonenfant.gouv.fr>

37- Le Groupe IFOP est un leader des études d'opinion en France, entre autres résultats, cette enquête révèle que 44 % des jeunes ayant déjà eu un rapport sexuel déclarent avoir essayé de reproduire des scènes ou des pratiques vues dans des films ou vidéos pornographiques.

38- <https://www.arcom.fr/nos-ressources/etudes-et-donnees/mediatheque/frequentation-des-sites-adultes-par-les-mineurs>

Figure 9: Quelques données de la fréquentation des sites d'adultes par des mineurs

Source : Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM)

#### Bibliographie

BRAY MARK (2011) *L'ombre du système éducatif : quel soutien scolaire privé, quelles politiques publiques ?*, Paris, Institut international de planification de l'éducation, UNESCO.

BRAY MARK ET ZHANG WEI (2019) « Une privatisation par défaut : expansion et enjeux du soutien scolaire privé en Asie », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n° 82, p. 102-112.

CHEVAILLIER THIERRY ET PONS XAVIER (2019) « Les privatisations de l'éducation : formes et enjeux », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n°82, p. 29-38.

Disponible en ligne.

COHEN DANIEL (2022) *Homo numericus. La « civilisation » qui vient*, Albin Michel, Paris.

COOMANS, FONS ET HALLO DE WOLF, ANTHONOR, « Privatization of Education and the Right to Education », *Privatization and the Human Rights in the Age of Globalization*, Anvers, Intersentia.

DELORS JACQUES (1995) *Allocution de M. Jacques Delors, Président de la Commission internationale sur l'éducation pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, à la vingt-huitième session de la Conférence générale, UNESCO, UNESDOC Bibliothèque numérique*, 28 C/INF.25, p. 8.

DESMURGET MICHEL (2019) *La fabrique du crétin digital. Les dangers des écrans pour nos enfants*, Paris, Seuil.

- Le smartphone est le support le plus utilisé par les jeunes pour visionner des vidéos pornographiques, 2/3 des enfants de moins de 12 ans possèdent un smartphone ;
- Quotidiennement un mineur sur 10 et chaque mois 2,3 millions de mineurs se rendent sur des sites destinés à des adultes ;
- Dès 12 ans, les garçons qui visitent des sites adultes y passent une heure par mois en moyenne. La fréquentation des adolescentes est très inférieure et l'écart relatif avec les garçons s'accroît avec l'âge.
- Le nombre de mineurs visitant des sites pour adultes chaque mois a augmenté de +36 % en 5 ans (+600 000). Le nombre d'adultes est en revanche assez stable.
- Une envolée du site *Pornhub* auprès des mineurs depuis la fin de l'année 2017 (+ 0,9 million de visiteurs mineurs)

Parler de sexualité en famille n'est sans doute pas toujours chose aisée : la pudeur, la peur d'être trop intrusif peuvent être des freins. Et pourtant, comment ne pas s'inquiéter des effets de la pornographie sur la santé de la jeunesse ? Là encore, l'école a sans doute un rôle à jouer. Le rapport du Sénat a raison d'insister : éduquer, éduquer, éduquer...

#### 4. Une lueur d'espoir, pour conclure...

Le panorama que nous venons de brosser à grands traits met en évidence la complexité et la dureté de notre monde contemporain. Umberto Eco disait que l'excès d'information équivalait au bruit. Plus que jamais, l'école a le devoir de former l'esprit critique, d'apprendre à comparer les sources et à rester en éveil et ce, d'autant plus que la situation de l'école est encore très inégale et particulièrement injuste dans de nombreuses parties du monde : comment oublier la situation des jeunes filles en Afghanistan, qui non seulement ne peuvent plus étudier, mais, nous venons de l'apprendre, se voit interdire désormais l'accès aux parcs. Quel va être le sort des écoliers ukrainiens cet hiver ? Les Objectifs de développement durable fixent des caps dont nous savons qu'ils sont difficiles à atteindre, mais ils ont le mérite d'exister : ils permettent de dresser un état des lieux, de nous maintenir informés et de prendre conscience de ce qu'il se passe ailleurs. Nous vivons dans des sociétés où, grâce à Internet, les connaissances sont accessibles : les dérives liées à la privatisation et à la

marchandisation de l'enseignement sont connues, étudiées, diffusées... Il nous appartient de ne pas détourner le regard et de faire des choix selon les valeurs que nous voulons privilégier. Le monde numérique est aujourd'hui phagocyté par un capitalisme fondé sur la publicité. Si l'emprise des GAFAM est encore toute-puissante, des prises de conscience existent, comme le montrent certains des ouvrages que nous avons évoqués. Bruno Patino, et d'autres, considère que se défaire de l'addiction aux réseaux sociaux est semblable au fait d'arrêter de fumer une deuxième fois. Ils imaginent un avenir où le regard porté sur nos comportements actuels ressemblera à celui que nous portons aujourd'hui sur les années 70, quand les instituteurs fumaient dans les classes, quand les parents fumaient dans les voitures et quand aucune réunion ne pouvait avoir lieu sans une cigarette. Enfin, il est possible d'imaginer qu'un jour la société numérique sera régulée : il faut saluer l'entrée en vigueur, le 25 août 2023, du Règlement européen sur les services numériques, le *Digital Services Act*, qui va contraindre les GAFAM à supprimer les contenus illégaux de leurs plates-formes. Les promesses initiales des inventeurs d'Internet vont enfin être tenues.

- FACON ISABELLE (2006) « L'organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes », *La documentation française* n° 1055 , p. 26-37. Disponible en ligne.
- GOARANT VIOLETTE , « Privatisation de l'école. Le Fiasco suédois », *Le Monde diplomatique* , (septembre 2018) p. 18-19.
- GOIN BI ZAMBLÉ THÉODORE ET KOUTOU N'GUESSAN CLAUDE (2019) « De la privatisation à la marchandisation de l'éducation en Côte d'Ivoire », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n°82 , p. 85-92. Disponible en ligne.
- HIVERT ANNE-FRANÇOISE « L'école suédoise dégradée par une logique de marché, est devenue un contre-modèle », *Le Monde* (9 septembre 2022).
- KIEFNER-BURMEISTER ET AL. (2020) « Feeding in the Digital Age : An Observational Analysis of Mobile Device Use during Family Meals at Fast Food Restaurants in Italy », *Int J Environ Res Public Health*. 21-17(17):6077 . Disponible en ligne.
- LECHERBONNIER SYLVIE, « Dans l'enseignement privé, de plus en plus d'élèves très favorisés », *Le Monde* (22 septembre 2020).
- LUBIENSKI CHRISTOPHER (2003) « Innovation in education markets : Theory and evidence on the impact of competition and choice in charter schools », *American Educational Research Journal* 40(2) , p. 395-443.
- LUBIENSKI, CHRISTOPHER, BREWER, T. JAMESON ET KIM JIN AH (2019) « Privatisation et logique marchande dans l'éducation aux États-Unis », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n°82 , p. 57-66. Disponible en ligne.
- LUNDAHL LISBETH (2019) « L'éducation en Suède, un secteur d'activité rentable », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* , p. 66-76.
- PATINO BRUNO (2019) *La civilisation du poisson rouge*, Paris, Grasset.

RIZM F. (2016) « Privatisation de l'éducation : tendances et conséquences », *Recherche et Prospective en Éducation* 18, UNESCO, Paris. Disponible sur : <https://fr.unesco.org/node/265310>

SACHS, J.D., LAFORTUNE, G., FULLER, G., DRUMM, E. (2023) *Implementing the SDG Stimulus. Sustainable Development Report 2023*, Dublin, Dublin University Press. Disponible sur : <https://doi.org/10.25546/102924>

SIGNE BOCK SEGAARD (2017) « Les écoles privées en Scandinavie », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. Disponible en ligne.

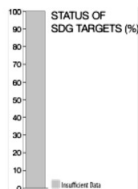
TAKEUCHI H. ET AL. (2016) « Impact of videogame play on the brain's microstructural properties », *Molecular Psychiatry* 21 , p. 1781-1789.

## Annexes

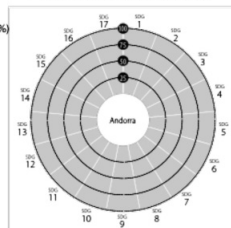
### ANDORRA

Western Europe

#### OVERALL PERFORMANCE



#### AVERAGE PERFORMANCE BY SDG



#### SDG DASHBOARDS AND TRENDS



Major challenges Significant challenges Challenges remain SDG achieved On track or maintaining SDG achievement Information unavailable

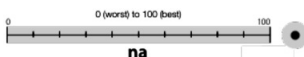
Decreasing Increasing Moderately improving Upward trend or maintaining SDG achievement Information unavailable

Note: The full title of each SDG is available here: <https://sustainabledevelopment.un.org/topics/sustainabledevelopmentgoals>

#### INTERNATIONAL SPOILOVER INDEX



#### STATISTICAL PERFORMANCE INDEX



#### MISSING DATA IN SDG INDEX

55%

Sustainable Development Report 2023 Implementing the SDG Stimulus